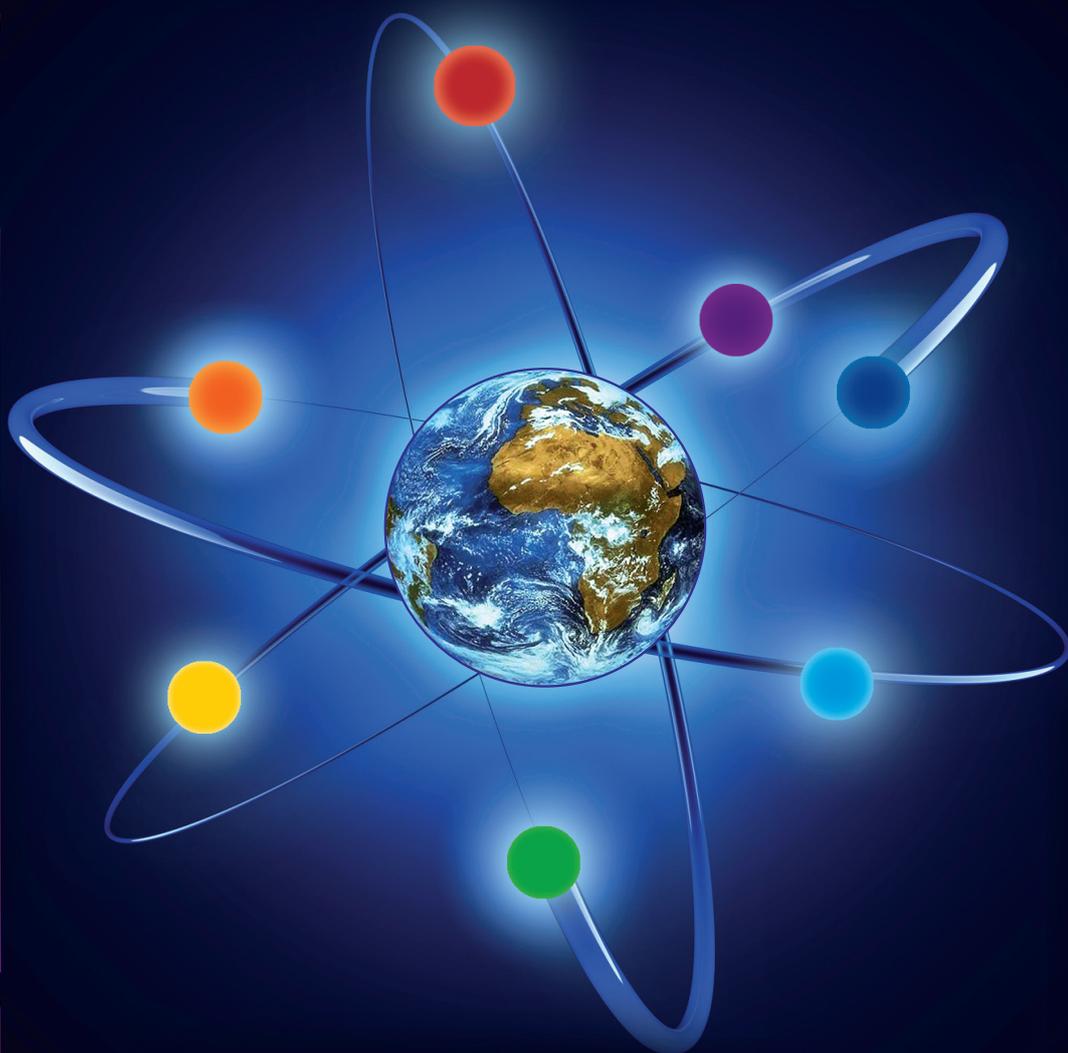


PAIX, SCIENCE ET ENVIRONNEMENT

- **RENCONTRE**
Bernard Jégou un
“chercheur-constructeur”
- **SCIENCE**
Bien commun de
l’Humanité
- **DÉCHETS**
Les guerres impactent
durablement
l’environnement
- **LA SCIENCE**
ET LES AFFAIRES DU MONDE
Genèse et évolutions du
mouvement Pugwash
- **GLYPHOSATE**
Secrets, mensonges
et actions !



De tout temps, science et conscience ont alimenté maints débats. Mais l’explosion des 2 bombes atomiques en 1945 a amené à une prise de conscience planétaire : Albert Camus ne parle-t-il pas de suicide collectif ! D’où la naissance d’associations, dont Pugwash, réunissant des scientifiques de toutes disciplines pour réfléchir à leur responsabilité et celle des politiques.

Fin 2018, des délégués de 51 pays se sont réunis lors d’un Forum de l’Unesco sur le thème « Science, bien de l’Humanité ». La diplomatie scientifique prenant de l’ampleur, ne deviendrait-elle pas l’un des éléments clés de la paix ? L’esprit inventif de la femme (souvent oubliée !) et de l’homme crée de nouvelles techniques, de nouveaux modes de vie. Bravo pour les robots s’ils soulagent l’être humain des travaux aliénants permettant à celui-ci de s’épanouir. Bravo pour les innovations conçues pour lutter contre les catastrophes naturelles, les dérèglements climatiques dus à l’activité humaine, les maladies. Mais horreur si les « avancées technologiques » augmentent le pouvoir destructeur de l’homme : augmentation des armes, des produits toxiques, des déchets civils et militaires et impact négatif sur l’environnement et sur le génome de l’humain. Les pacifistes s’engagent dans un monde de coopération, de solidarité avec le concours de toutes les Sciences dont les découvertes ne doivent pas cesser de nous émerveiller. Oppenheimer, un des pères de la bombe atomique, n’a-t-il pas dit : « Je ne suis pas optimiste mais je crois en l’homme ».

RENCONTRE

Bernard Jégou

un "chercheur-constructeur"

La science est faite par des femmes et des hommes. Comme la paix ou la guerre, elle prend naissance dans la tête des êtres humains.

Roland Nivet a rencontré Bernard Jégou, chercheur de renommée internationale qui vient de bénéficier du Prix Jacques Salat Baroux.

Il revient sur la responsabilité des scientifiques.



Bernard Jégou est directeur de recherches à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) dont il a présidé le Conseil scientifique pendant plusieurs années. Il dirige aussi à Rennes l'Institut de Recherche sur la Santé, l'Environnement et le Travail (IRSET). C'est un institut unique en France formé de près de deux cents chercheurs venus de l'INSERM, de l'université, du CNRS, de l'École des hautes études en santé publique, et des centres hospitaliers de Rennes et de Pointe-à-Pitre. Chercheur de renommée internationale, il vient de bénéficier du Prix Jacques Salat-Baroux de l'académie nationale de médecine, prix destiné à récompenser des chercheurs travaillant dans le domaine de la reproduction humaine.

Un milieu modeste

Son milieu social ne le prédestinait pas à une carrière universitaire. En effet, issu d'une famille modeste, puisque son père était à l'origine ouvrier agricole et sa mère ouvrière puis aide-soignante, il a commencé par une filière technique courte pour ensuite rejoindre un IUT et la filière universitaire. Il s'interroge : « avec les modalités du système d'accès

à l'université mis en place avec parcours-sup, je n'aurais pas pu faire le parcours atypique à maints égards qui a été le mien ».

Quand on lui demande en quoi ses origines modestes ont pu rejallir sur son métier de chercheur, il répond : « Certainement l'envie de liberté associée au plaisir de rechercher et de découvrir. Mais issu d'un milieu ouvrier j'ai toujours eu le souci que mes travaux soient utiles, d'où ma préoccupation constante de trouver autant que faire se peut des retombées positives pour mes recherches. Ainsi j'ai participé à la création de deux entreprises de biotechnologie ». Il en a retenu quelques valeurs qui le guident toujours : liberté, justice, universalité.

Liberté sans frontières

« Le métier de chercheur est d'abord fondé sur une totale liberté d'investigation à laquelle est associée la nécessité d'une démarche rigoureuse suivie d'un partage des résultats dans une communauté scientifique qui ne connaît pas de frontières. Ces caractéristiques en font une communauté ouverte. » Il poursuit en indiquant « Issu d'une région qui étaient très pauvre, j'ai été marqué par les combats de mon père, résistant, déporté à Auschwitz et Bu-

chenwald. J'en ai gardé un rejet de la guerre, une forte appétence pour la défense de la paix et la volonté de contribuer avec mes modestes moyens au développement économique, social et scientifique de ma région ». L'Institut qu'il dirige en est un aboutissement. Cet institut a pour objectif de traiter des questions médicales dans leur liaison avec les facteurs environnementaux. Il s'agit de comprendre quelles influences ont, sur la santé, les interactions des éléments chimiques, physiques, biologiques ou comportementaux issus de l'environnement combinés ou non avec des agents infectieux.

Quand on l'interroge sur les connaissances maintenant acquises dans ces domaines de recherche Bernard Jégou répond modestement : « On parle d'environnement, mais il reste encore beaucoup de phénomènes à étudier pour avoir suffisamment de réponses. Quelles sont les interactions entre les milieux naturels de travail et le fonctionnement de l'organisme ? En quoi ces interactions peuvent-elles être à l'origine de maladies comme le cancer ? Pour étudier ce phénomène il convient d'associer des compétences. On a une chance historique à Rennes d'avoir des compétences qui vont de l'étude du génome, de la cellule à l'urologie, l'infectiologie, l'hépatologie, la biologie moléculaire, l'épidémiologie, l'évaluation du risque, la chimie, le dosage des polluants et j'en passe ».

L'enjeu de la reproduction

L'IRSET, qu'il dirige aujourd'hui, s'occupe toujours de biologie de la reproduction et travaille aussi sur le cancer et l'infectiologie, sur le poumon, le foie et tous les organes qui sont en première ligne de la préoccupation environnementale. Le foie, par exemple, est le dépollueur de l'organisme. Mieux comprendre comment il désactive les polluants, est fondamental. Bernard Jégou insiste : « Ce qu'il faut savoir, c'est que l'individu exposé à un agent très toxique qui touche les reins peut voir ses reins détruits. Il sera pris en charge médicalement, ça va être une tragédie individuelle, mais ça n'aura pas de conséquences sur sa capacité à générer une descendance. Si sa fonction de reproduction est atteinte, ce n'est pas seulement la santé de l'individu lui-même, c'est sa capacité à procréer et la santé même de l'enfant à naître voire la santé de sa descendance qui sont en jeu. ».

L'un de ses derniers projets : l'examen des

cheveux conservés au Musée de l'Homme, à Paris, qui pourraient révéler de très intéressantes informations sur la santé des personnes vivant au 19^{ème} siècle. Comme les carottages de la calotte glaciaire donnent des indications sur l'histoire de la planète, les analyses des cheveux peuvent donner des informations scientifiques pertinentes sur une personne, sa santé, son mode de vie et aussi l'influence de son environnement. C'est au cœur des préoccupations scientifiques de l'institut qu'il dirige.

Engagement

Toujours actif à la paillasse du labo il a exercé pendant plusieurs années la présidence du conseil scientifique de l'INSERM, une charge très lourde qu'il évoque en insistant sur les responsabilités importantes incombant à cette instance consultative qui a une mission de prospective, d'évaluation, d'élaboration de propositions et d'avis y compris sur l'existence ou la fermeture d'unités de recherche. « Il convient d'être juste, équitable d'autant que nous ne maîtrisons pas le montant des budgets qui dans un organisme public dépendent en grande partie des dotations budgétaires allouées par l'État et obligent à des arbitrages difficiles compte tenu des restrictions budgétaires et en moyens humains dont souffre la recherche publique ». Quand j'évoque le fait que dans le cadre de la loi de programmation militaire sur 7 ans, 37 milliards vont être consacrés au renouvellement de l'essentiel des armes atomiques françaises, je sens sourdre la colère retenue. « D'une part ce sont des armes

de destruction massive dont l'objectif est de tuer des innocents par millions avec les conséquences catastrophiques en termes de santé et d'environnement. Mais en second, la question des gaspillages financiers doit aussi être évoquée. Ainsi le budget de l'INSERM pour toute la France, masse salariale incluse, est de 900 millions d'euros annuels. La somme consacrée sur 7 ans aux armes atomiques correspondrait donc à une quarantaine d'années de fonctionnement de l'institut dont les recherches sont toutes orientées pour la santé et la vie. C'est insupportable au moment où les restrictions budgétaires raréfient et précarisent l'emploi scientifique. »

Bien sûr la question du rôle du scientifique et du citoyen est évoquée à travers les activités de vulgarisation scientifique auxquelles il participe à la maison des Sciences de Rennes et avec le centre de culture scientifique qui y est abrité. Pour lui c'est une nécessité et un devoir pour les scientifiques en termes de démocratie et pour éviter le gouvernement par les experts. Il précise sa pensée en ces termes « Le chercheur n'a pas la vérité tout seul. Son rôle, c'est de donner toutes les informations y compris les incertitudes qui permettent ensuite aux politiques et aux citoyens de réfléchir puis de décider ».

Laissons la conclusion à François Rabelais qui va si bien également à Bernard Jégou, "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme".

Roland Nivet

La fertilité humaine est-elle en danger ? Cette question alimente un vif débat, aussi bien dans la communauté scientifique qu'auprès du grand public, des médias, du monde industriel et des décideurs politiques. Que les activités humaines industrielles, agricoles ou même individuelles puissent constituer de graves menaces pour le climat et la biodiversité est un constat désormais largement partagé. Mais qu'elles puissent nuire à la capacité des individus à se reproduire suscite de nombreuses inquiétudes, car il s'agit, symboliquement, de la perpétuation de l'espèce humaine.

Dès les années 1990, les auteurs de ce livre, spécialistes de renommée internationale, se sont trouvés associés autour d'une préoccupation commune quant à l'évolution de la santé reproductive humaine. Aujourd'hui, dans cet ouvrage qui constitue la synthèse la plus actuelle des connaissances sur le sujet, ils dressent un état des lieux clair et accessible au plus grand nombre, avec le désir d'alimenter le débat et d'aider à faire des choix collectifs raisonnés en matière de développement et de santé publique.

Éd. La Découverte - 232 pages - 22 €



SCIENCE

Bien commun de l'Humanité

Le dixième Forum organisé par le comité de liaison des ONG partenaires de l'UNESCO s'est tenu à Moscou fin novembre 2018. Sa thématique "Science, bien commun de l'humanité" avait deux axes principaux "La science dans nos têtes" et "La science dans le siècle". Patrice Salzenstein, l'un des délégués de l'AIEP*, aborde plus précisément la contribution des sciences à la paix.

EN SAVOIR PLUS

• <https://urlz.fr/8Tsl>



Présentation par S. Le Follic-Haddida de la construction 3D des premières maisons en argile réalisées en septembre 2018 par Wasp Company par cette technique

Ce Forum international des ONG en partenariat officiel avec l'UNESCO consacré à la thématique « Science, bien commun de l'humanité » a réuni près de six cents scientifiques et membres d'organisations non gouvernementales venus de cinquante et un pays du monde, lors de vingt séances plénières ou parallèles. Il a regroupé des organisations non gouvernementales et des personnalités de la société civile et de la communauté scientifique, pour une réflexion commune afin de renforcer la responsabilité sociale des sciences et des scientifiques ainsi que leur impact sur la prise de décisions politiques. Une attention toute particulière fut accordée aux problèmes éthiques de la science, et les interactions de l'homme, de la nature et aux modifications environnementales liées aux activités humaines, mais aussi aux réponses possibles aux défis mondiaux de la civilisation, ainsi que le développement de grands projets internationaux. La diplomatie scientifique dans le monde d'aujourd'hui est le mécanisme le plus efficace pour améliorer les relations internationales : « La diplomatie scientifique prend de l'ampleur chaque année et on peut croire qu'elle devienne l'un des éléments clés de la pratique sociale mondiale », a souligné le chef du Comité international de la Douma russe, Léonid Sloutsky. Impossible de rendre compte de la diversité des thématiques abordées lors de ce forum, aussi choisira-t-on de revenir sur deux d'entre elles :

« La science pour éviter le risque d'un conflit nucléaire » et « Science et Art pour la Paix ».

Science et conflit nucléaire

Une session a été consacrée aux relations russo-américaines au travers de la thématique « Science pour la paix : assurer la paix et la stabilité au XXI^{ème} siècle au travers de la quête d'une science basée sur le développement durable ». Les principaux stocks

d'armes nucléaires sont concentrés en Russie et aux États-Unis. Or, la sécurité mondiale et la stabilité politique dans le monde dépendent principalement de ces deux pays. L'objectif principal est d'éviter le conflit nucléaire. En ouvrant la session, le doyen de la faculté de politique mondiale de l'Université d'État de Moscou, l'académicien Andreï Kokoshin, a noté que « le problème de la stabilité politique est très préoccupant aujourd'hui » en particulier avec la dénonciation par les USA du traité datant de 1987 sur les armes nucléaires de portée intermédiaire, menaçant la sécurité du continent européen.

Science et Art

Une autre session du thème Science et Paix a été consacrée à la thématique « Science et Art pour la Paix ». Lors de cette session modérée par Patrick Gallaud, Vice président du comité de liaison ONG/l'UNESCO, retenons en particulier la présentation très riche de Stéphanie Le Follic-Hadida, représentante de l'académie internationale de la céramique auprès de l'UNESCO. Cette intervenante genevoise a montré comment l'argile tient une place importante dans des domaines aussi variés que l'habitat, l'art et la technologie. Elle a été suivie de sa collègue l'israélienne Shlomit Bauman, qui a détaillé le projet « Argile pour la paix » impliquant plusieurs pays du Moyen-Orient dont des ateliers israélo-palestiniens autour de la poterie. On notera les projets de réalisation de maisons en argile, matériau abondant partout, par la technique 3D pour reloger des populations victimes de guerres ou de catastrophes naturelles à cause notamment du réchauffement climatique.

Patrice Salzenstein

* Association Internationale des Éducateurs à la Paix

DÉCHETS

Les guerres impactent longtemps l'environnement

Les campagnes publicitaires de l'armée oublient régulièrement une dimension essentielle des activités militaires : la pollution. Durable et irrémédiable. Jacky Bonnemains de ROBIN des BOIS, une association de protection de l'Homme et de l'environnement, revient sur les conséquences environnementales toujours présentes de la Première Guerre mondiale.

Les guerres tuent pendant quelques jours ou quelques années et polluent pendant des siècles. Il y a des croix et des stèles pour signaler les morts. En revanche, les pollutions restent discrètes. La France, mutilée dans les sols et dans les têtes par trois guerres d'artillerie lourde et de bombardements aussi peu sélectifs que le glyphosate, est le bon exemple de cette amnésie organisée. Après les trêves et les brèves campagnes de déminage où les prisonniers, quand il y en a, sautent souvent comme des bouchons en ramassant des obus et des grenades fraîchement abandonnés, ils participent ainsi à l'œuvre de reconstruction et de recyclage des métaux. La page est vite tournée : place à la paix et à la reconstruction des armées.

l'occasion de chantiers, de travaux ferroviaires, autoroutiers, fluviaux ou portuaires, il faudra sept cents ans pour retirer presque tous ces vestiges de guerre. En matière de déchets de guerre, les pollueurs ne sont pas les payeurs et c'est aux générations futures vivant sur les ex-théâtres de guerres d'assumer les frais et les risques de la neutralisation.

corrosion libèrent dans les sols et les eaux des composés toxiques persistants solubles de la même nature que certains pesticides utilisés dans l'agriculture industrielle.

Évacuations

Depuis l'an 2000, plus de cent mille personnes en France ont été évacuées dans l'urgence pour sécuriser la neutralisation d'engins de guerre. En Allemagne, huit cent mille personnes ont été évacuées entre 2012 et 2018 dans les seuls Länder de Berlin, de Brandebourg et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

C'est dans le domaine des munitions chimiques abandonnées pendant la guerre 14-18 que la France accumule le plus de retard bien qu'elle soit l'instigatrice en 1993 de la Convention sur l'interdiction de la

mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. L'usine dédiée installée à Maillyle-Camp dans l'Aube rencontre dans sa phase pilote, après de nombreuses palabres administratives et financières, des obstacles techniques inattendus. Son entrée en phase industrielle est constamment retardée.

Robin des Bois

Une révélation tardive

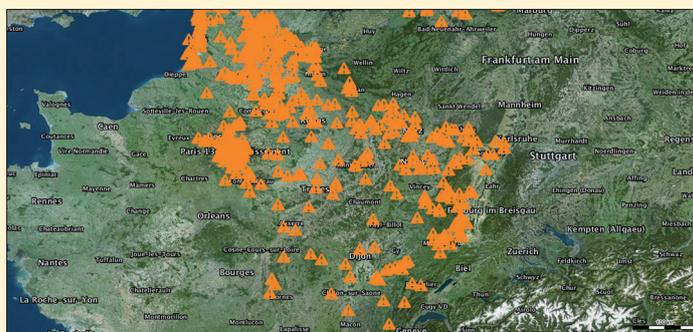
C'est un siècle après la « Grande guerre » qu'a été révélée - sur l'insistance de quelques parties prenantes - une contamination de l'eau du robinet par des sels de perchlorate dans plus de cinq cents communes établies sur les lignes de front. Les perchlorates étaient utilisés comme explosifs par les belligérants pour améliorer la dispersion des shrapnels¹. Les perchlorates sont des perturbateurs endocriniens et les Agences Régionales de Santé recommandent aux parents de ne pas faire de biberons avec l'eau du robinet jusqu'à ce que leur progéniture ait dépassé l'âge de six mois et aux femmes enceintes de ne pas en boire.

Au rythme actuel des découvertes en France métropolitaine de munitions encore actives à

Des chips à la grenade

Les munitions non explosées dorment dans les forêts à portée des cueilleurs de champignons. Les sucreries récoltent chaque année au bout des trieuses à betteraves des centaines de grenades et d'obus. Ainsi, la France vient d'exporter à Hong Kong une grenade de 14-18 fortuitement glissée dans une cargaison de patates destinées à une usine de chips.

Au moins quatorze décharges de munitions dans des gouffres, des forêts, des lacs, des ballastières réputées peu accessibles aux intrusions humaines mais très accessibles aux inondations, aux assèchements, aux tremblements de terres et aux incendies parsèment la France touristique et même urbaine. Les munitions conventionnelles attaquées par la



L'association ROBIN des BOIS a mené une grande enquête du 1^{er} janvier 2012 au 30 avril 2018 sur les déchets de la Première Guerre mondiale

¹ Obus d'artillerie rempli de balles ou de fragments de métaux qui, au moment de son explosion, projette ce qu'il contient.

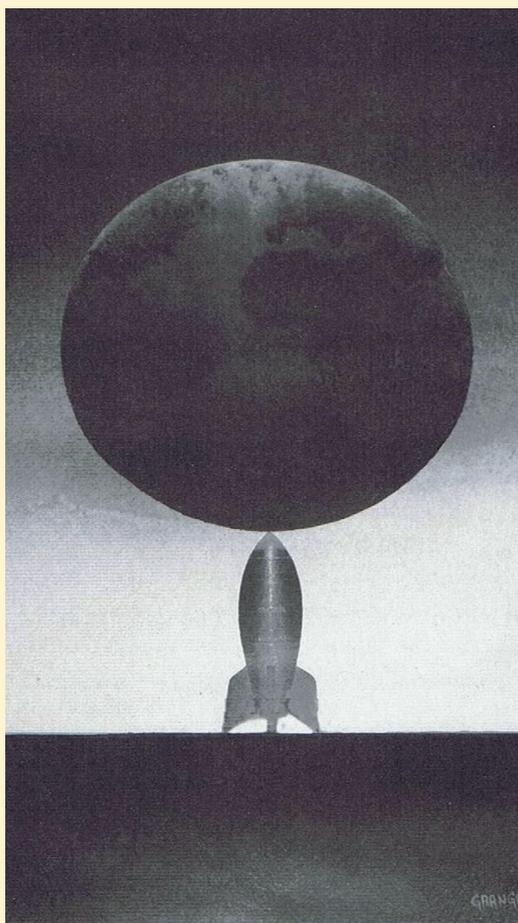
EN SAVOIR PLUS

• www.robindesbois.org/

LA SCIENCE ET LES AFFAIRES DU MONDE

Genèse et évolutions du mouvement Pugwash

**Jacques Bordé
et Annick Suzor-
Weiner de Pugwash-
France présentent
le “Mouvement
International
Pugwash”, Prix
Nobel de la Paix
en 1995 avec son
fondateur. Il est né
en 1957 suite au
Manifeste lancé
par Bernard Russel
et Albert Einstein
appelant à cesser le
développement de
l’arme nucléaire
et à ne pas la livrer
aux politiques.
En 2019, la science
est toujours au
cœur de l’actualité.**



Science, paix et environnement
La finalité de la recherche publique est indissociablement liée à la poursuite de la paix et à la connaissance de l’environnement. La société accepte en effet de financer la recherche car elle est persuadée que de nouvelles connaissances la rendront moins vulnérable et contribueront à donner à l’humanité un meilleur avenir ; elle fait confiance aux chercheurs pour la protéger contre les menaces dues, soit aux phénomènes naturels, soit aux actions humaines. C’est ainsi que les chercheurs et les ingénieurs ont toujours été sollicités pour mieux comprendre l’univers qui les entoure et pour doter les hommes d’outils et d’armes qui complètent leurs capacités physiques. La science est ainsi mobilisée contre tout ce qui menace la paix, au sens où la paix n’est réellement durable que par l’absence de menaces.

Malheureusement, le pouvoir de se protéger dont s’est doté l’homme a été détourné en un pouvoir d’agresser, agresser la nature en l’exploitant outre-mesure, agresser d’autres hommes en faisant la guerre avec des armes toujours plus puissantes. Quand on sait que les agressions sur la nature sont également des causes de guerre, on voit que le triangle science-paix-environnement est bouclé et on ne doit pas être surpris que les deux premières menaces à une vie en paix et sereine sur terre soient l’arme nucléaire et le réchauffement climatique. Pendant longtemps, les scientifiques ont reporté la faute de la mauvaise utilisation des connaissances sur les utilisateurs mais, avec l’arme atomique, il devenait trop évident que les risques de méfaits pour l’avenir de l’humanité excédaient de loin les bienfaits et ne justifiaient pas son invention. L’opinion publique a découvert en 1945, après le projet Manhattan, que les scientifiques pouvaient être sources de dangers graves, pouvaient travailler dans le secret, enfin pouvaient perdre le contrôle de leurs découvertes utilisées par les politiques (ou les industriels) contre leur assentiment. Des chercheurs avaient exprimé leur désaccord vis-à-vis de certains développements scientifiques; l’amplification de cette prise de conscience va donner naissance au Mouvement Pugwash.

Genèse du Mouvement Pugwash

Il a fallu dix ans aux scientifiques, après les explosions nucléaires d’Hiroshima et Nagasaki, pour se mobiliser sur le danger de l’arme nucléaire. C’est en effet l’essai américain de Castle Bravo en 1954, première bombe H (puissante comme mille bombes A d’Hiroshima), qui a déclenché cette prise de conscience, même si de nombreux physiciens, y compris parmi les artisans du projet Manhattan, avaient été assaillis de doutes après les deux explosions nucléaires sur les villes japonaises en août 1945. Avec les bombes H, la survie même de l’humanité était en jeu. En 1955, Bertrand Russel et Albert Einstein publient un Manifeste appelant à cesser le développement de l’arme nucléaire et à ne pas livrer aux politiques une telle arme. Ce manifeste, co-si-

gné par neuf Prix Nobel, se concrétise par le lancement en 1957 dans la ville canadienne Pugwash du Mouvement international Pugwash (Pugwash Conferences on Science and World Affairs, pugwash.org).

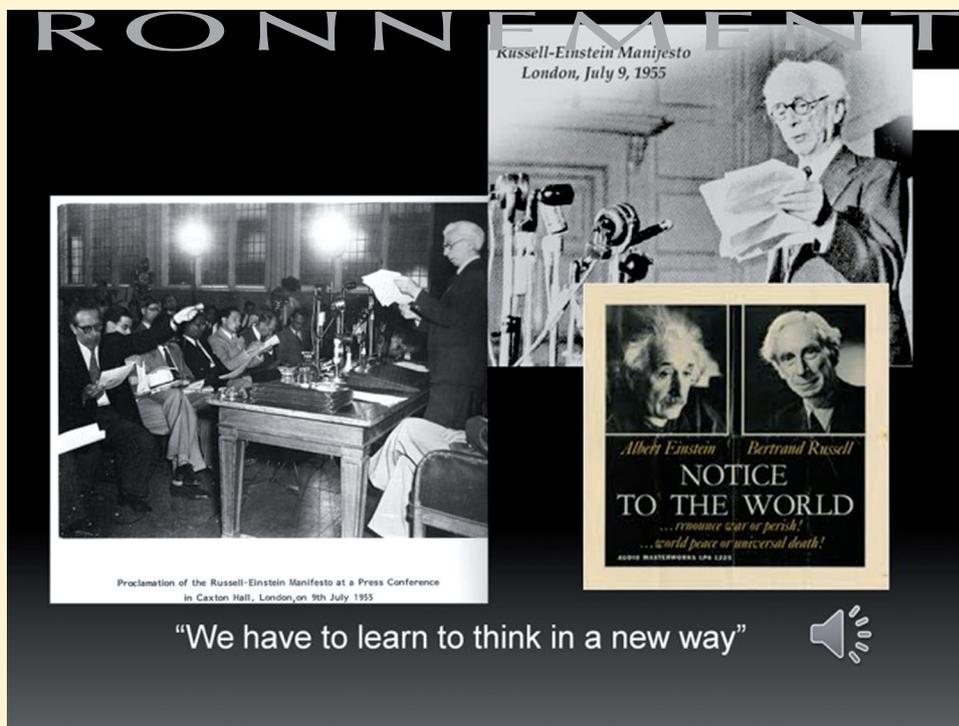
Ce groupe décide de développer des liens entre questions scientifiques et enjeux politiques, en organisant des séminaires et conférences qui réunissent des scientifiques de pays en conflit décidés à surmonter les oppositions entre les idéologies politiques. Plus encore que les débats officiels, ce sont les échanges informels qui sont importants, entre représentants de pays qui s'affrontent sur la scène internationale. Le prestige des participants (dont de nombreux Prix Nobel) leur permet en effet d'avoir l'écoute des dirigeants politiques et Pugwash installe ainsi une diplomatie parallèle où les scientifiques agissent comme intermédiaires pour peser sur les décisions politiques, notamment sur l'élaboration d'accords internationaux dont le Traité de Non-Prolifération (TNP).

Ce mouvement et son fondateur, le physicien britannique d'origine polonaise Joseph Rotblat, obtinrent le Prix Nobel de la Paix en 1995, récompensant leurs efforts pour diminuer le rôle joué par les armes nucléaires dans la politique internationale et, à plus long terme, pour éliminer ces armes.

La branche française

Pugwash International a vu s'ouvrir des branches nationales dans une cinquantaine de pays à ce jour, dont la France : l'Association française pour le Mouvement Pugwash, Pugwash-France, est créée en 1964, association régie par la loi de 1901. De très nombreuses personnalités ont participé à ses travaux, dont Francis Perrin, Alfred Kastler, Georges Charpak, Raymond Aubrac, André Lwoff... ; elle implique dorénavant des scientifiques de toutes disciplines, y compris une forte composante relevant des sciences sociales et politiques.

L'association participe aux grandes conférences internationales du Mouvement Pugwash ; elle est membre d'ICAN-France et, à ce titre, a contribué aux activités de préparation du TIAN¹ à Genève et est intervenue dans l'Académie internationale ICAN de formation en direction des jeunes, mais a aussi une activité locale. Chaque année, elle organise des conférences-débats, seule, en collaboration avec d'autres organisations françaises² poursuivant les mêmes objectifs ou avec d'autres groupes nationaux de Pugwash, notamment européens. Ces objectifs ne concernent d'ailleurs pas que les armes nucléaires : ils por-



tent plus généralement sur la responsabilité des scientifiques quand les avancées technico-scientifiques sont porteuses de menaces pour l'avenir de l'humanité.

Les luttes actuelles

Aujourd'hui encore, la démarche d'Einstein reste d'actualité : que ce soit dans les débats sur la transition énergétique, sur les réductions des arsenaux nucléaires, sur l'utilisation de plus en plus fréquente de drones à des fins militaires, les manipulations génétiques, la science est au cœur de l'actualité. Chaque chercheur doit s'interroger, aujourd'hui comme hier, sur les risques graves et irréversibles qui peuvent découler des résultats de ses recherches.

Les luttes actuelles sont guidées par l'évolution très rapide du contexte géopolitique et technologique, les statuts de Pugwash-France lui fixant notamment de « sensibiliser le monde scientifique à la situation mondiale et à son évolution ». Il faut, plus que jamais, que les scientifiques continuent à peser sur les politiques : Pugwash-France a organisé des débats avec les candidats à l'élection présidentielle de 2017 ; elle a été auditionnée par la commission du Sénat chargée de rapporter sur la modernisation de la dissuasion nucléaire française. En effet, près de cinquante ans après l'entrée en vigueur du TNP, et malgré de nombreuses avancées dans la voie du désarmement, on constate encore de vrais blocages pour arriver à un monde sans armes nucléaires, en raison de l'attachement des neuf pays « dotés » à la doctrine de la dissuasion nucléaire. Ces États modernisent leur arsenal en dépit de la perspective du TIAN ; de même, malgré les traités sur les armes chimiques et biologiques, il faut rester vigilant sur le développement de ces armes.

Il est également nécessaire de porter son attention sur la volonté affichée de plusieurs pays (dont la France) de militariser l'espace et de le transformer en un lieu de compétition stratégique.

D'autres préoccupations sont liées à des avancées scientifiques qui peuvent se transformer en menaces réelles pour la paix, notamment tout ce qui concerne la cyberguerre et les possibilités de l'intelligence artificielle (dont les robots tueurs).

Aujourd'hui, les relations entre le monde scientifique, le monde politique et la société civile ont évolué et l'action de Pugwash-France cherche à dépasser le cercle restreint et trop confidentiel du dialogue entre les scientifiques et les politiques. Nous pensons qu'il faut davantage contribuer à alerter l'opinion publique ; pour ce faire l'association est heureuse de coopérer avec d'autres mouvements qui en ont la tradition, dont le Mouvement de la Paix.

Jacques Bordé³
et Annick Suzor-Weiner⁴

¹ Traité d'interdiction des armes nucléaires

² ADIF (association d'études sur le droit et la guerre, France), IDN (Initiative pour le Désarmement Nucléaire) et Le Mouvement de la Paix

³ Un directeur honoraire de recherche au CNRS, Vice-président de Pugwash-France

⁴ Professeure émérite à l'Université Paris-Sud, Vice-présidente de Pugwash-France

GLYPHOSATE

Secrets, mensonges et actions !

Le glyphosate fait la Une : retrait du Roundup Pro 360, nouvelles révélations sur le plagiat de Monsanto par les autorités sanitaires européennes... Plus d'un million de citoyen(ne)s ont demandé à la Commission européenne de veiller à ce que les études utilisées pour étayer l'approbation réglementaire des pesticides soient publiées.

EN SAVOIR PLUS

• *Dites-le aux députés européens. Signez la pétition : <https://urlz.fr/8UIb>*



Le glyphosate est un herbicide total foliaire systémique, absorbé par les feuilles et à action généralisée. Autrefois exclusivement produit par Monsanto, sous la marque Roundup, son brevet est passé dans le domaine public en 2000, de sorte que d'autres entreprises le produisent désormais. Il est classé depuis le 20 mars 2015 comme « probablement cancérigène » par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC). Cette agence de l'OMS¹ précise que ce classement est uniquement une estimation du danger et que l'estimation du risque pour la population est du ressort des agences de sécurité sanitaire. Depuis, un panel d'experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation Mondiale de la Santé estime en mai 2016 qu'il est improbable que le glyphosate soit cancérigène par voie alimentaire. Des appréciations similaires ont été rendues par l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESA) ainsi que par les différentes agences nationales ayant été chargées récemment d'évaluer le risque sanitaire du glyphosate par voie alimentaire.

Pressions

Nous avons appris l'existence des rapports secrets de Bayer-Monsanto qui manipulent les décideurs européens, les AESA, le CIRC sur la soi-disant non dangerosité du glyphosate. En décembre 2018, le Parlement européen a voté en faveur d'une législation forte qui mettrait fin à ce type de secret. Les acteurs de l'industrie ont fait pression sur nos eurodéputés pour faire échouer la proposition. Mais les eurodéputés ont été inondés de messages demandant la transparence dans notre système alimentaire. Il est temps pour les institutions de l'UE de négocier un accord final : nous pouvons encore faire pencher la balance et protéger notre sécurité alimentaire.

Cette nouvelle loi européenne pourrait changer la donne : toute autorisation visant à vendre un pesticide comme le glyphosate sur le marché européen devrait alors reposer sur des études publiques. Grâce à l'aide des citoyens et celle de scientifiques indépendants, nous pourrions démontrer que les études de Bayer-Monsanto et de ses alliés-industriels ne tiennent pas la route. Ce changement n'est pas venu de

nulle part, c'est le résultat de l'Initiative Citoyenne Européenne portée en 2017 pour obtenir l'interdiction du glyphosate. L'ICE demandait que l'Union Européenne s'appuie uniquement sur des études publiques pour toute décision relative à l'utilisation des pesticides.

En 2019, des actions collectives en justice sont menées contre la gestion de la crise du glyphosate et la mise en danger de la vie d'autrui. Le débat évolue partout en Europe afin d'obtenir que plusieurs pays mettent en place, comme en France, des restrictions sur le glyphosate, bousculant ainsi les industriels dans leurs certitudes. Si cette loi est votée, alors nous disposerons d'un moyen supplémentaire pour interdire le glyphosate et tout autre pesticide dangereux qui risque d'apparaître dans le futur.

Avenir

La prochaine décision sur le glyphosate est pour bientôt. Si les citoyens obtiennent gain de cause, les résultats des tests de sécurité que Bayer-Monsanto soumettra en 2019, afin d'obtenir la reconduction de l'autorisation de commercialisation du glyphosate au sein de l'UE, devront être publiés. Une fois ces résultats disponibles, nous pourrions faire appel aux scientifiques indépendants afin qu'ils les analysent. Pour mettre un terme définitif à l'usage du glyphosate, nous devons pouvoir accéder aux études que l'industrie garde aujourd'hui secrètes.

Mais attention, le gouvernement, en décembre 2018, supprime les enquêtes publiques environnementales contre l'avis des citoyens. Sous couvert de simplification et de diminution des délais, c'est subrepticement, par petites touches, lors de la sortie de nouveaux projets de loi, que la participation du public aux décisions ayant une incidence environnementale est en train de muter pour se résumer à une simple consultation par voie électronique. Consultation sur Internet à la place de réunions citoyennes, voilà l'avenir du débat environnemental en France.

Giselle El Raheb

¹ Organisation Mondiale de la Santé